

**La lettre d'AFRISTAT**  
Bulletin trimestriel d'information  
Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne

**ISSN 1561-3739**  
**NUMERO 17**  
**JUILLET 2001**

**EDITORIAL**

**SOMMAIRE**

<i>Editorial</i>	1
<i>Quelques enseignements du séminaire de lancement de l'étude « AFRISTAT après 2005 »</i>	2
<i>Nouvelles d'AFRISTAT</i>	4
<i>Activités de la Direction générale</i>	6
<i>Activités internationales</i>	8
<i>Echos des INS</i>	10
<i>Réunions, ateliers et séminaires</i>	12

Le deuxième trimestre 2001 a été marqué, sur le plan statistique, par trois événements majeurs pour les Etats membres d'AFRISTAT : le démarrage effectif des volets « comptabilité nationale », « secteur informel » et « prix en Guinée-Bissau » du Programme d'appui statistique régional de l'UEMOA (PARSTAT) financé par l'Union européenne, le séminaire sur la surveillance multilatérale et l'harmonisation des statistiques dans la CEMAC et le séminaire de lancement de l'étude « AFRISTAT après 2005 ».

Si les deux premiers événements sont en prise directe et immédiate avec l'amélioration de l'information statistique dans les Etats membres, le troisième a permis d'esquisser l'avenir probable d'AFRISTAT au-delà du 31 décembre 2005 qui marquera la fin du schéma de financement décennal mis en place au moment de la création de l'Observatoire.

En attendant la publication prochaine des actes du séminaire de lancement de l'étude « AFRISTAT après 2005 », l'article qui commence cette édition de la lettre d'AFRISTAT essaie de tirer quelques enseignements de ce séminaire qui aura constitué un moment fort dans la réflexion collective pour le progrès de la statistique en Afrique subsaharienne.

Par ailleurs, au cours du trimestre écoulé, la Direction générale d'AFRISTAT a entamé ses premières activités dans les pays anglophones de la CEDEAO répondant ainsi à la volonté des autorités de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest d'harmoniser les statistiques nécessaires à la surveillance multilatérale dans la perspective de la création d'une monnaie unique ouest africaine.

Enfin, la lettre d'AFRISTAT est heureuse d'annoncer à ses lecteurs que l'accès au site d'AFRISTAT est devenu beaucoup plus rapide depuis le mois de mai dernier.

Le Directeur Général d'AFRISTAT

Lamine DIOP

**ADRESSE**

**BP E 1600**  
**Bamako, Mali**  
**Tél. (223) 21 55 00**  
**21 60 71**  
**Fax (223) 21 11 40**  
**E-mail**  
[afristat@afristat.org](mailto:afristat@afristat.org)

**Site Internet**  
[www.afristat.org](http://www.afristat.org)

---

## **Quelques enseignements du séminaire de lancement de l'étude « AFRISTAT après 2005 »**

---

A la demande du Comité de direction, la Direction générale d'AFRISTAT a organisé, à Bamako du 7 au 9 mai 2001, le séminaire

de lancement de l'étude « AFRISTAT après 2005 ». En attendant la publication prochaine des actes de ce séminaire, cet

article se propose d'en tirer quelques enseignements.

### **Objectifs de l'étude « AFRISTAT après 2005 »**

Cinq ans après le début effectif des activités d'AFRISTAT à son siège à Bamako, le 2 janvier 1996, la réalisation d'une étude sur l'avenir d'AFRISTAT décidée par le Comité de direction et approuvée par le Conseil des Ministres a été rendue nécessaire pour les raisons suivantes :

1. le schéma de financement mis au point par les Etats membres au moment de la signature du traité portant création d'AFRISTAT et qui couvrirait une période de dix ans arrive à échéance le 31 décembre 2005. Il convient donc de réfléchir dès à présent au rôle, aux activités et au mode de financement de

l'Observatoire après cette date et de prendre à temps les décisions nécessaires afin que le nouveau mécanisme soit opérationnel le 1<sup>er</sup> janvier 2006 au plus tard ;

2. les changements intervenus dans l'environnement d'AFRISTAT depuis sa création le 21 septembre 1993 (mise en place de la CEMAC et de l'UEMOA, augmentation du nombre d'Etats membres, apparition de nouvelles demandes de données statistiques, renforcement du processus d'intégration régionale, notamment au sein de la Communauté

économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest) nécessitent une réflexion sur les adaptations à apporter au cadre institutionnel, au mode d'organisation et de fonctionnement ainsi qu'au programme d'activités d'AFRISTAT. L'étude « AFRISTAT après 2005 » qui comprend cinq phases étalées sur deux ans a pour objectif de proposer au Conseil des Ministres d'AFRISTAT des choix stratégiques pour la période 2006 – 2015 et leurs implications en termes d'activités, d'organisation et de financement.

### **Programme du séminaire**

Le séminaire constituait la première phase de l'étude. Destiné aux Directeurs généraux des instituts nationaux de statistique des Etats membres, aux représentants des organisations d'intégration économique et à ceux des partenaires au développement, il a duré trois jours. Cinq thèmes étaient inscrits au programme : contribution d'AFRISTAT au renforcement des capacités

statistiques de ses Etats au cours de la période 1996-2000 ; rôle et place d'AFRISTAT dans le dispositif institutionnel de l'intégration régionale (CEMAC, UEMOA, CEDEAO) ; évolution prévisible des processus d'intégration en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale au cours des prochaines années et implication sur le renforcement des capacités statistiques ; renforcement des

capacités statistiques, cadres stratégiques pour la réduction de la pauvreté et programmes statistiques nationaux, sous-régionaux, régionaux et internationaux ; contribution attendue d'AFRISTAT au renforcement des capacités statistiques au cours de la période 2001 à 2005 et perspectives pour la décennie suivante.

### **Enseignements tirés du séminaire**

A l'issue des communications qui ont été présentées et des débats qui les ont suivies, on peut tirer les principaux enseignements suivants du séminaire :

1. la création d'AFRISTAT a favorisé une dynamique nouvelle dans l'approche

des problèmes du développement de la statistique dans les Etats membres. A titre d'exemple, avec le Programme statistique minimum commun (PROSMIC), ces derniers disposent désormais d'un

cadre stratégique régional pour la période 2001-2005 ;

2. les Etats membres, les organisations d'intégration économique et les partenaires au développement ont

apprécié les interventions d'AFRISTAT et jugé sa contribution importante dans tous les domaines couverts : renforcement institutionnel, harmonisation statistique, appui méthodologique, conseil et assistance technique ;

3. malgré les progrès réalisés, des lacunes demeurent : insuffisance des ressources nationales consacrées à la statistique, déficiences dans l'organisation et la gestion des systèmes statistiques nationaux, diffusion inadaptée de l'information statistique, difficultés de mise en œuvre des programmes financés par les bailleurs de fonds ;

4. l'évolution institutionnelle d'AFRISTAT devra être abordée avec pragmatisme, notamment en prenant soin de préserver et de renforcer les acquis : souplesse dans le fonctionnement, méthode de travail participative, sécurisation du financement à long terme ;
5. le cadre des relations fonctionnelles (répartition des tâches, complémentarités) entre les organisations d'intégration économique et AFRISTAT doit être mieux défini, notamment pour ce qui concerne la fonction d'harmonisation qui relève de la « responsabilité partagée » entre AFRISTAT et ces organisations. Pour que

les travaux d'harmonisation puissent se dérouler correctement, il faut qu'ils soient décidés par les politiques, et exécutés par les techniciens qui appuient les INS, en l'occurrence AFRISTAT. La fonction d'appui aux services des institutions communautaires pour la prise de décision doit être de la responsabilité exclusive des organismes d'intégration économique. Pour ce faire, il a été proposé la création d'un service statistique en leur sein. Quant à la fonction d'appui aux systèmes statistiques nationaux, elle doit être de la responsabilité d'AFRISTAT qui dispose de la capacité et de l'expérience requises.

### Réunion du Comité de direction d'AFRISTAT

Le Comité de direction d'AFRISTAT a tenu une troisième réunion extraordinaire le 10 mai 2001 à Bamako. Présidée par Mme Dorothée Ouissika, Directrice Générale du Centre national de la statistique et des études économiques du Congo, Présidente en exercice dudit

Comité, cette session a examiné et adopté des décisions et des recommandations sur les points suivants inscrits à l'ordre du jour : termes de référence de la Commission de contrôle de l'exécution du budget, modalités de fonctionnement du Comité technique de gestion des

nomenclatures ainsi que d'autres questions diverses.

Le Comité a eu également à examiner les candidatures au poste de Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT pour la période 2002-2006.

### Séminaire sur le Système général de diffusion des données

Un séminaire sur le Système général de diffusion des données (SGDD) développé par le FMI s'est tenu du 27 mars au 10 avril à Bamako. Il a réuni des délégations des huit Etats membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Ont également participé en tant qu'observateurs des représentants de la Commission de l'UEMOA, de la BCEAO-siège, de la Banque centrale de Mauritanie, de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), de la CNUCED et de la Banque de France. Le séminaire a été financé par le FMI et animé par des experts du FMI, de la Banque mondiale et d'AFRISTAT.

L'objet du séminaire était de préparer une description - désignée sous le terme de

métadonnées - des pratiques de production et de diffusion des statistiques qui sont en vigueur d'une part et des plans d'amélioration à court et à moyen termes de ces pratiques d'autre part. Le séminaire a été organisé en deux phases : la première, du 27 mars au 3 avril, était consacrée aux secteurs réel et socio-démographique ; la seconde, du 3 au 10 avril, au secteur financier, au secteur fiscal et au secteur extérieur.

Chaque délégation a pu élaborer un premier jeu complet de tableaux. Après leur retour, les participants avaient jusqu'au 30 avril 2001 pour transmettre au FMI une version complétée ou améliorée des différents tableaux, prenant notamment en compte les observations des animateurs faites

lors des séances de synthèse. Le FMI devait retourner aux Etats ses commentaires sur ces tableaux avant le 10 mai 2001. Les Etats ont eu jusqu'au 25 juin 2001 pour transmettre officiellement les métadonnées qu'ils souhaitent voir figurer sur le site du FMI. Le FMI assurera la traduction en anglais des tableaux et leur diffusion sur son site

<http://dsbb.imf.org/gddsindex.htm>.

Les Etats sont propriétaires de leurs métadonnées et peuvent, s'ils le souhaitent, en organiser librement la diffusion. Ils devront mettre à jour régulièrement leurs métadonnées, autant que de besoin, et au moins une fois par an, de façon à ce que les informations contenues dans les tableaux restent en permanence d'actualité.

### Séminaire « AFRISTAT après 2005 »

La Direction générale d'AFRISTAT a organisé, du 7 au 9 mai 2001 à Bamako, le séminaire de lancement de l'étude «AFRISTAT après 2005 », décidée par le Comité de direction. L'objet ultime de l'étude est de faire des propositions aux autorités des Etats membres sur l'avenir d'AFRISTAT dont le premier

schéma de financement arrive à terme en décembre 2005.

Tous les Etats membres d'AFRISTAT ont pris part à ce séminaire ainsi que les représentants des organisations et institutions ci-après : CEMAC, UEMOA, CEDEAO, BCEAO, BEAC, CEA, Banque centrale de Guinée, Banque centrale de Mauritanie, BAD, écoles de

statistique d'Abidjan, Dakar et Yaoundé, Banque mondiale, EUROSTAT, INSEE et PARIS21. Le ministère français des Affaires étrangères qui a financé le séminaire était aussi représenté.

Les travaux étaient présidés par Mme Ouissika, Présidente du Comité de direction d'AFRISTAT, et organisés en cinq thèmes (cf. article en page 2).

### Site Internet d'AFRISTAT

Le site Internet d'AFRISTAT est facilement accessible depuis mai 2001 grâce à de meilleures

conditions d'hébergement. Il peut être visité maintenant sans

difficultés à l'adresse suivante : [www.afristat.org](http://www.afristat.org)

### Visites et départ

• La Direction générale d'AFRISTAT a accueilli une

mission d'assistance en comptabilité financée par la France

et conduite par M. Boutard, du 11 au 15 juin 2001.

- Au cours d'une cérémonie très cordiale et pleine d'émotion organisée le 27 juin 2001 dans les locaux d'AFRISTAT, cérémonie à laquelle ont pris part M. Seydou Moussa Traoré, Directeur National Adjoint de la statistique et de

l'informatique du Mali, des amis et les épouses des experts d'AFRISTAT, le personnel de la Direction générale d'AFRISTAT a dit au revoir à M. Alain Brilleau, expert en statistiques des prix. En poste dès le démarrage des activités de cette institution le 2

janvier 1996, M. Brilleau quitte définitivement AFRISTAT en juillet 2001 après six années de bons et loyaux services. La Direction générale lui souhaite encore plus de succès dans ses futures activités.

## **Activités de la Direction générale**

### **Dans le domaine de la comptabilité nationale, de la conjoncture et de l'analyse macroéconomique**

Dans le cadre du PARSTAT, quatre missions d'AFRISTAT (trois relatives à la comptabilité nationale et une à l'informatique) se sont rendues au Bénin, au Burkina Faso et au Sénégal pour démarrer les opérations d'implantation du module ERETES. Ces missions s'inscrivent dans le cadre des activités relatives au volet comptabilité nationale prévues dans le contrat entre la Commission de l'UEMOA et AFRISTAT. Dans chaque pays, les trois missions de comptabilité nationale ont permis de mettre en place les différentes nomenclatures

nécessaires au paramétrage du module ERETES, de lancer les travaux sur les sources en mettant en place leur traitement et la préparation des tables de chargement ainsi que l'initiation des comptables nationaux au module ERETES au moyen de son jeu d'essai. La mission informatique a permis d'installer les logiciels PROGRESS et ERETES sur les micro-ordinateurs des comptables nationaux. Une initiation a été faite à l'installation de ces logiciels ainsi qu'une formation à certaines utilisations des logiciels Excel, Word et

Access. L'implantation du module ERETES au Niger et au Togo commencera en novembre 2001 tandis que les travaux d'implantation se poursuivront en Côte d'Ivoire, au Mali et en Mauritanie.

Par ailleurs, les travaux de la phase 2 de l'étude sur les PIB plus comparables ont démarré avec les missions de l'expert macroéconomiste d'AFRISTAT qui a visité successivement la Guinée-Bissau, le Sénégal et le Burkina Faso.

### **Dans le domaine des statistiques des prix à la consommation**

Dans le cadre du projet d'harmonisation des indices des prix à la consommation dans les Etats membres de la CEMAC, la Direction générale poursuit son appui aux INS des six pays dans la collecte des prix selon la méthodologie harmonisée. Les données collectées sont saisies et apurées au fur et à mesure de leur collecte.

Par ailleurs, la Direction générale a démarré les travaux préparatoires

à la mise en place de l'Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) des Etats membres de l'UEMOA en Guinée-Bissau dans le cadre du PARSTAT. Les dispositions administratives (installation d'un assistant technique recruté par AFRISTAT, mise à disposition des fonds et désignation du personnel de l'Institut national de la statistique et des recensements - INEC - participant au projet) ont été

prises durant le deuxième trimestre 2001. Les premières activités techniques (élaboration d'un calendrier détaillé des activités, détermination du panier et formation du personnel) ont aussi démarré. Les experts en statistiques des prix et en enquêtes auprès des ménages d'AFRISTAT ont effectué une mission d'assistance technique à l'INEC du 14 au 18 mai 2001.

### **Dans le domaine de l'emploi, du secteur informel et de la pauvreté**

La Direction générale d'AFRISTAT a organisé du 11 au 15 juin 2001 à Bamako un séminaire de validation méthodologique du volet "Secteur informel" du PARSTAT. Ce séminaire a vu la participation de deux délégués de chacun des sept Etats membres de l'UEMOA (hors Guinée-Bissau) concernés par ce volet du projet ainsi que d'un représentant de la Commission de l'UEMOA. La rencontre était animée par les experts d'AFRISTAT et de DIAL.

L'objet de ce séminaire était de discuter de toutes les questions techniques de l'enquête (méthodologie générale de collecte, plan de sondage, questionnaires, saisie et apurement des données, plan d'analyse, nomenclatures, etc.) avant le lancement effectif des opérations sur le terrain qui aura lieu dans les premiers pays au mois d'août 2001. En outre, ce séminaire a été l'occasion d'arrêter pour chaque pays, le meilleur

critère d'enregistrement permettant de parvenir à une définition opérationnelle du concept de « secteur informel » tout en préservant l'harmonisation et donc la comparabilité des résultats. Pour six des sept pays présents, ce critère est l'enregistrement à l'administration des impôts et pour le Bénin, l'enregistrement à l'Institut national de la statistique (INSAE).

## Dans le domaine des activités informatiques

Dans le cadre du PARSTAT, les statisticiens informaticiens ont élaboré les masques de saisie des enquêtes 1-2-3 prévues au volet "secteur informel". Ces

programmes de saisie-contrôle ont été présentés aux participants du séminaire de validation méthodologique qui s'est tenu du 11 au 15 juin 2001. Après

finalisation, ils seront remis aux Etats concernés pour la saisie proprement dite des données d'enquête.

## Dans le domaine des publications et de la diffusion

• Des travaux de *référencement* du site Internet d'AFRISTAT sont en cours de réalisation avec les principaux moteurs de recherche (Yahoo, etc.) afin de faciliter l'accès de ce site aux internautes par l'intermédiaire de mots-clés.

On rappelle que le site Internet d'AFRISTAT est mis à jour régulièrement et contient notamment les comptes rendus de réunions institutionnelles et séminaires techniques organisés par la Direction générale d'AFRISTAT, les publications d'AFRISTAT et les données statistiques pour tous les Etats membres. En particulier, la rubrique "Actualités" fournit les

informations et données statistiques les plus récentes sur les taux de change, les cours de matières premières, les indices de production industrielle et les indices des prix à la consommation.

• La publication "*Evolution des prix dans les Etats membres d'AFRISTAT en 2000*" vient d'être éditée. Elle comprend, outre l'introduction, deux parties : la première présente une comparaison de l'évolution des prix entre les Etats, la seconde l'évolution des prix par Etat et enfin les annexes présentent les données de base de chacun des

dix-sept Etats concernés. Elle est actuellement disponible sur le site internet D'AFRISTAT.

• AFRISTAT vient de produire un CD-ROM interactif sur les nomenclatures d'activités et des produits de ses Etats membres. Il contient l'ensemble des deux nomenclatures articulées (NAEMA et NOPEMA) ainsi que les notes explicatives. L'accès aux différentes subdivisions des nomenclatures est possible grâce à une navigation par Internet explorer. L'utilisateur a la possibilité de récupérer les documents techniques en format Word, Excel ou Pdf.

## Missions d'appui des experts d'AFRISTAT

### -- Cameroun

A la demande de la Direction de la statistique et de la comptabilité nationale, l'expert en enquêtes auprès des ménages et un expert statisticien informaticien ont effectué une mission à Yaoundé, du 25 avril au 4 mai 2001, dans le cadre de l'exploitation des données de l'enquête sur les dépenses des ménages de Yaoundé et Douala (EDM). Les travaux ont essentiellement consisté à finaliser les procédures d'apurement des données en les testant sur la première vague de collecte. L'équipe camerounaise poursuit les travaux sur les autres vagues.

### -- Gabon

A la demande de la Direction générale de la statistique et des études économiques (DGSEE), l'expert en enquêtes auprès des ménages a effectué une mission à Libreville, du 18 au 24 juin 2001, pour lancer les travaux préparatoires de l'enquête sur les dépenses des ménages de

Libreville (EDM) qui doit fournir les pondérations de l'indice harmonisé des prix à la consommation. Le Gabon a en effet obtenu un financement du budget national pour la réalisation de cette enquête, financement qui ne couvre cependant pas la totalité du coût de cette opération. La collecte des données devrait avoir lieu au cours du premier trimestre 2002, ce qui laisse suffisamment de temps pour que le financement soit mis à la disposition de la DGSEE et pour une meilleure préparation des travaux. AFRISTAT continuera à apporter son appui, notamment pour la formation et l'informatique.

### -- Guinée

A la demande de la République de Guinée, une mission de l'expert macroéconomiste d'AFRISTAT s'est rendue à Conakry du 26 avril au 3 mai 2001. Il s'agissait de faire le point du système guinéen de modélisation et d'étudier les améliorations possibles à y apporter. Cette mission emboîte le pas à celle du comptable national

du 22 au 29 janvier 2001 dont l'objectif était de faire le point de l'existant et d'examiner les solutions en vue de la modernisation de la comptabilité nationale en Guinée.

### -- Mauritanie

Deux missions d'implantation du module ERETES se sont rendues à Nouakchott auprès de l'Office national de la statistique (ONS). Elles se sont déroulées du 06 au 12 mai 2001 pour la première et du 05 au 19 juin 2001 pour la seconde. Ces deux missions ont permis de valider les travaux sur les sources pour l'année 1999, première année courante, et de les charger dans la base du module ERETES. Les comptables nationaux mauritaniens ont été initiés aux travaux en année courante, notamment ceux relatifs aux équilibres ressources-emplois (ERE) et aux comptes de branche (CB).

## Activités internationales

### – Relations avec les organisations sous-régionales d'intégration économique

#### Avec la CEDEAO

Le Secrétariat exécutif de la CEDEAO a confié à AFRISTAT la préparation d'un projet d'harmonisation des comptes nationaux et des indices des prix à la consommation dans les Etats membres de cette institution. Dans ce cadre, une mission d'analyse de l'existant a été effectuée, au cours des mois de mai et juin 2001, dans les sept Etats membres de la CEDEAO non-membres de l'UEMOA : Cap-Vert, Guinée, Ghana, Nigeria, Gambie, Sierra Leone et Liberia. Cette mission était composée de M. Akou

Adjogou, chef du Service statistique de la CEDEAO et de quatre experts d'AFRISTAT : MM. Alain Brilleau, statisticien des prix, Pierre Beziz, statisticien informaticien, Eric Métreau et Hubert Gbossa, comptables nationaux.

Les experts ont travaillé en deux groupes (comptabilité nationale et prix à la consommation) directement avec leurs homologues des INS. Les INS ont fourni aux experts une documentation détaillée tant sur support papier que sur support

informatique et l'ensemble des publications statistiques. Suite à cette mission, la Direction générale va préparer pour la fin du mois de juillet un rapport qui, d'une part, fera le point de l'existant en matière de comptes nationaux et d'indice des prix à la consommation pour les quinze Etats membres de la CEDEAO et, d'autre part, proposera un projet d'harmonisation dans ces deux domaines. Ce projet sera ensuite soumis à l'approbation des INS des quinze Etats lors d'un séminaire organisé par le Secrétariat exécutif de la CEDEAO.

#### Avec l'UEMOA

Le deuxième trimestre 2001 a vu le démarrage effectif des volets « comptabilité nationale », « secteur informel » et « prix en Guinée-Bissau » du Programme d'appui statistique régional (PARSTAT), suite à la signature fin

mars d'un contrat de subvention entre la Commission de l'UEMOA et AFRISTAT. Une réunion de lancement du projet a été organisée à Bamako du 11 au 13 avril par la Direction générale d'AFRISTAT. Tous les Etats

membres de l'Union ainsi que les représentants de la Commission de l'UEMOA y ont pris part. Les activités techniques ont commencé aussitôt après (cf. page 6 de ce numéro).

### – Missions de la Direction générale

• M. Martin Balépa, Directeur Général Adjoint d'AFRISTAT, a pris part du 17 au 20 avril 2001 à Brazzaville (Congo) à l'atelier sur la surveillance multilatérale et l'harmonisation des statistiques dans la CEMAC. L'atelier, auquel participaient les Etats membres de la CEMAC, était organisé conjointement par le Secrétariat exécutif de la CEMAC, la BEAC et l'Union européenne. L'objectif de cette rencontre était de renforcer la nécessité d'une prise de conscience des Etats de l'intérêt de la surveillance multilatérale pour l'intégration de la sous-région d'une part, et d'autre part de partager les expériences capitalisées par d'autres organisations d'intégration économique. Dans le cadre du thème "la surveillance multilatérale et les statistiques", le représentant d'AFRISTAT a présenté deux

communications intitulées "Harmonisation statistique : Contribution d'AFRISTAT aux travaux de comptabilité nationale et d'indice des prix à la consommation dans les pays de l'UEMOA" et "Etat des lieux de l'appareil statistique dans la CEMAC".

• Sur invitation du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA-UE), M. Eloi Ouedraogo, expert en statistiques agricoles, a participé, en tant que formateur, au séminaire d'initiation à la biométrie pour des chercheurs d'Afrique francophone organisé du 17 au 21 avril 2001 à Bouaké (Côte d'Ivoire). Auparavant, M. Eloi Ouedraogo avait séjourné du 15 au 16 février au siège du CTA-UE à Wageningen (Pays-Bas) pour la préparation didactique du séminaire.

• Du 23 au 24 avril 2001, M. Balépa a pris part à la réunion de l'Equipe spéciale du Comité de coordination pour le développement de la statistique en Afrique (CASD) chargée d'évaluer la mise en œuvre du Plan d'action d'Addis-Abeba pour le développement de la statistique en Afrique dans les années 90. Cette réunion, qui s'est tenue à Addis-Abeba (Ethiopie), a été suivie du 25 au 26 avril par la 10<sup>e</sup> session du CASD à laquelle M. Balépa a aussi assisté. Au cours de la 10<sup>e</sup> session du CASD, il a fait un bref exposé sur le rôle et les activités d'AFRISTAT.

• M Hubert Gbossa a participé au Comité Directeur du module ERETES tenu à Luxembourg les 17 et 18 mai 2001. Ce Comité Directeur était précédé d'un atelier technique sur la version 3 du module ERETES à l'INSEE à Paris

du 14 au 15 mai 2001. Le Comité Directeur a retenu le principe d'une formation des formateurs à la version 3 du module ERETES au CEFIL à Libourne du 27 au 31 août 2001. Il a été retenu aussi le principe de la poursuite des maintenances correctives du module ainsi que le financement de la phase terminale de l'outil d'intégration des comptes des secteurs institutionnels au module ERETES.

- M. Ouedraogo a participé, du 4 au 8 juin 2001 à Rome, à la deuxième Conférence internationale sur les statistiques agricoles et environnementales, organisée par l'Institut de statistique d'Italie et le Ministère italien chargé de la politique agricole avec l'appui scientifique de la FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations), de l'ISI (Institut international de statistique), d'EUROSTAT (Office statistique des Communautés européennes), de UN/ECE (United Nations Economic Commission for Europe), de NASS (National Agricultural Statistics Service des États-Unis d'Amérique) et de l'OCDE

(Organisation pour la coopération et le développement économiques).

- M. Lamine Diop, Directeur Général, a séjourné du 4 au 9 juin 2001 à Brazzaville dans le cadre du Projet « Renforcement des capacités pour la transparence et la bonne gouvernance » que la Banque mondiale a initié dans ce pays. Il s'agissait d'une mission multisectorielle avec un volet "Statistique" ayant pour principal objet de faire un bilan statistique et d'évaluer les besoins immédiats en matière de données socio-économiques nécessaires à la mise en œuvre des programmes de redressement économique.

- M. Balépa a séjourné du 4 au 13 juin 2001 à N'Djamena (Tchad) dans le cadre de la préparation du Programme statistique pluriannuel financé par le Fonds fiduciaire de la Banque mondiale.

- M. Diop s'est rendu du 18 au 20 juin 2001 à Ouagadougou où il s'est entretenu avec Mme Anne KONATE, Ministre déléguée auprès du Premier Ministre, chargé du développement économique,

Président du Conseil des Ministres d'AFRISTAT. Il a profité de ce bref séjour pour discuter avec les responsables de la Commission de l'UEMOA des questions relatives à l'exécution du PARSTAT dont les volets "comptabilité nationale", "prix en Guinée-Bissau" et "secteur informel" ont été confiés à AFRISTAT.

- M. Ouedraogo a participé à l'animation du stage organisé par le Centre de formation de l'INSEE à Libourne en France sur les statistiques agricoles du 18 au 22 juin 2001, à l'intention des statisticiens agricoles des pays francophones d'Afrique. Au cours de ce stage, il a présenté deux communications, l'une sur le Programme statistique minimum commun (PROSMIC) notamment son volet portant sur les statistiques agricoles et l'autre sur des propositions méthodologiques pour une enquête fruitière.

- M. Diop a pris part le 29 juin 2001 à Paris à la réunion annuelle des directeurs des écoles de statistique africaines.

---

## Echos des instituts nationaux de statistique

---

### BENIN

- La première session du Conseil national de la statistique de l'année 2001 a eu lieu les 19 et 20 avril et a débattu des thèmes touchant à l'amélioration des statistiques et au développement socio-économique du Bénin. Le rapport général et les recommandations issus de la session sont disponibles sur le site de l'Institut à l'adresse <http://www.planben.intnet.bj/sae/insae.htm>.

- L'INSAE vient de lancer les travaux préparatoires du troisième recensement général de la population et de l'habitation prévu en 2002 ainsi que ceux de la deuxième enquête démographique et de santé. Pour ces deux importants projets, la détermination des zones de dénombrement est en cours.

- La rédaction du rapport provisoire de l'étude sur les échanges extérieurs du Bénin avec le Nigeria commanditée par la Direction nationale de la BCEAO est achevée. De même, le rapport de synthèse des études réalisées sur la pauvreté rédigé pour le compte de la Commission nationale pour le développement et la lutte contre la pauvreté est disponible.

- L'INSAE vient de publier une Note sur SATUNE (Système Automatisé d'Immatriculation Unique des Entreprises). Ce document renseigne sur les entreprises immatriculées à l'INSAE et le répertoire des dites entreprises de 1990 à 1999.

- Les activités suivantes sont envisagées par l'INSAE pour les prochains mois : Atelier de dissémination des statistiques du commerce extérieur 2000 ; Note sur SATUNE (année 2000) ; Poursuite de la cartographie du recensement démographique ; Exécution de la 2<sup>ème</sup> édition de l'Enquête démographique et de santé du Bénin.

- Composition de l'équipe de direction actuelle de l'INSAE : M. Maurice D. Bankole, Directeur Général ; Mme Agnès Flenon, Directrice administrative et financière ; M. Epiphane Adjovi, Directeur du traitement de l'information et des publications ;

M. Kouassi A. Degboe, Directeur de la coordination statistique, de la formation et de la recherche ; M. Pierre Crédo Ekué, Directeur des statistiques et études économiques ; M. Djiman Moustapha, Directeur des statistiques sociales ; M. Cosme Vodounou, Directeur des études démographiques.

### CAMEROUN

- Un décret présidentiel signé en avril dernier crée au Cameroun un Institut national de la statistique qui prend la place de l'actuelle Direction de la statistique et de la comptabilité nationale.

- La quatrième session du Conseil national de la statistique (CNS) s'est tenue le 31 mai 2001 à Yaoundé pour débattre des problèmes relatifs au fonctionnement de l'appareil statistique national. Parmi les décisions prises, le CNS a adopté le projet de décret rendant obligatoire l'utilisation des Nomenclatures des activités et des produits des Etats membres d'AFRISTAT (NAEMA et NOPEMA), le projet de décret portant création d'un Code géographique national, le projet de décret portant sur le cadre d'élaboration des statistiques du commerce extérieur et la nouvelle orientation de l'étude sur le renforcement des capacités du Système national d'information statistique. Le CNS a également procédé à la mise à jour de la programmation triennale des opérations statistiques qui tient compte du nouvel environnement caractérisé par un besoin accru en données et indicateurs de suivi/évaluation de la politique économique et sociale de lutte contre la pauvreté.

- L'enquête pilote destinée à tester le dispositif méthodologique et organisationnel de la deuxième Enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM II) a été réalisée du 14 mai au 2 juin 2001. Les différents documents sont en voie de finalisation. La formation des agents de terrain débute au courant de la deuxième quinzaine

du mois de juin et la collecte des données proprement dite qui devra commencer au cours de la première quinzaine du mois de juillet 2001 est programmée pour une durée de quatre mois.

- L'Annuaire statistique 2000 est disponible.

### CENTRAFRIQUE

La Division des statistiques et des études économiques produit régulièrement depuis janvier 2001 une publication mensuelle sur l'indice des prix à la consommation.

### GABON

- La Direction générale de la statistique et des études économiques vient de publier le rapport préliminaire de la première Enquête démographique et de santé du Gabon (EDSG). Réalisée grâce à l'appui financier du FNUAP, de la Banque mondiale, de l'UNICEF et de l'OMS d'une part, et à l'appui technique de Macro International d'autre part, l'EDSG vise à terme une amélioration de la connaissance de la situation démographique, sanitaire et nutritionnelle des populations du Gabon. Les résultats préliminaires portent entre autres sur les caractéristiques socio-démographiques des enquêtés, la santé reproductive, la santé infantile, la mortalité infanto-juvénile et le VIH/SIDA. Les résultats définitifs seront présentés en juillet 2001.

- M. Roger Christian Charbonnier, ingénieur de la statistique, a été promu récemment Conseiller du Directeur Général de la statistique et des études économiques.

### GUINEE EQUATORIALE

- La Direction générale de la statistique et des comptes nationaux calcule et publie tous les mois un indice provisoire des prix à la consommation depuis janvier 2001.

## MALI

- L'Association malienne de statistique (AMSTAT) devait tenir une assemblée générale extraordinaire le 30 juin 2001 pour examiner un rapport de relance des activités préparé par un groupe

de travail constitué à cet effet. La réunion a été reportée au 7 juillet 2001.

- Par ailleurs, une réunion du bureau de l'AMSTAT s'est tenue récemment ; elle était

essentiellement consacrée au compte-rendu de l'audience accordée par M. Alpha Oumar Konaré, Président de la République du Mali, à M. Mohamed Diallo, Président de l'AMSTAT.

## *Réunions, ateliers et séminaires*

### **Visite d'une délégation de l'East African Community**

Bamako, 5 au 12 juillet 2001

### **Séminaire de formation à la version 3.0 d'ERETES**

Libourne, 27 au 31 août 2001

### **Quatrième séminaire de la composante Prix du Projet Prix CEMAC**

Douala, 10 au 13 juillet 2001

### **Deuxième réunion du Comité de Développement de l'Information**

Addis-Abeba, 4 au 7 septembre 2001

### *Vient de paraître*

« Evolution des prix dans les Etats membres d'AFRISTAT en 2000 »

### *A paraître prochainement*

“Enquête test sur l'estimation de la production fruitière – Rapport final”

***La lettre d'AFRISTAT*** peut être obtenue gratuitement sur demande

Directeur de publication : Lamine DIOP  
Rédacteur en chef : Martin BALEPA  
Maquette et impression : IMPRIM COLOR Bamako  
**ISSN 1561-3739**